



**HAL**  
open science

## **Sénégal : la politique étrangère du tandem Faye-Sonko, rupture ou continuité ?**

Ayrton Aubry

### ► **To cite this version:**

Ayrton Aubry. Sénégal : la politique étrangère du tandem Faye-Sonko, rupture ou continuité ?. The Conversation France, 2025. <hal-05245345>

**HAL Id: hal-05245345**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-05245345v1>**

Submitted on 8 Sep 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-ND 4.0 - Attribution - No Derivative Works - International License

# Sénégal : la politique étrangère du tandem Faye-Sonko, rupture ou continuité ?

Ayrton Aubry, Centre de recherches internationales (CERI), Sciences Po/CNRS

*The Conversation*, 16 juillet 2025.

<https://theconversation.com/senegal-la-politique-etrangere-du-tandem-faye-sonko-rupture-ou-continuite-260718>

Lors de la campagne présidentielle de mars 2024, le tandem d'opposition Bassirou Diomaye Faye – Ousmane Sonko, aujourd'hui au pouvoir (respectivement président et premier ministre), avait annoncé son souhait de mettre en place une politique de rupture, tant au niveau intérieur que dans les relations extérieures du Sénégal. Ces déclarations s'inscrivaient alors dans un registre plus général lié au néo-souverainisme et au néo-panafricanisme, qui ont le vent en poupe sur le continent depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle. Plus d'un an plus tard, un premier bilan montre que la diplomatie de Dakar n'a pas connu de réelle révolution.

---

Depuis l'arrivée au pouvoir de Bassirou Diomaye Faye, certaines mesures mises en place par le gouvernement de son fidèle allié Ousmane Sonko ont tranché avec les décisions prises sous la présidence de Macky Sall (2012-2024). Par exemple, le retrait définitif des militaires français du pays est prévu pour la fin du mois de juillet 2025, alors que cette question n'était pas à l'agenda du précédent président. Désormais coordonné entre la France et le Sénégal, le retrait français avait été annoncé le même jour que la dénonciation par le Tchad des accords de défense avec la France, le 28 novembre 2024, un timing qui avait été perçu négativement par Paris.

Le président Diomaye Faye et le premier ministre Sonko ont aussi cherché à se rapprocher des membres de l'Alliance des États du Sahel (AES) : le Niger, le Burkina Faso et le Mali. En mai 2025, Ousmane Sonko s'est rendu au Burkina Faso où, dans une interview donnée à la télévision nationale, avec une

tonalité néo-panafricaine prononcée, il a tenu des propos critiques à l'encontre de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), qui célébrait alors son cinquantenaire sur fond d'interrogations existentielles.

Ousmane Sonko a par ailleurs rassuré les autorités burkinabées sur la solidité des relations avec le Sénégal. La semaine précédente, le ministre des forces armées du Sénégal, le général Birame Diop, était en visite au Niger, autre État membre de l'AES, pour renforcer la coopération sécuritaire.

Cette visite n'aurait pas eu lieu sous la présidence de Macky Sall, ce dernier s'étant déclaré prêt à participer à une action militaire conjointe avec la Cédéao (ce qui n'a finalement pas eu lieu) contre le régime issu du coup d'État militaire de 2023 au Niger.

Pour autant, peut-on dire que la politique étrangère du gouvernement sénégalais issu des élections de 2024 rompt brutalement avec celle de ses prédécesseurs ? Ne s'inscrit-elle pas plutôt dans la continuité de la diplomatie sénégalaise depuis l'indépendance du pays en 1960 ?

## **Des principes structurants de la politique étrangère au Sénégal inchangés**

Sur certains aspects très médiatisés, la rupture semble dominer dans la politique étrangère du Sénégal. Mais, en réalité, les continuités sont tout aussi importantes, même si elles sont moins mises en avant.

Les autorités sénégalaises maintiennent les grandes lignes diplomatiques qui caractérisent la diplomatie du pays depuis son indépendance : adhésion aux principes du multilatéralisme, promotion du dialogue, politique active de bon voisinage, diversification des partenariats stratégiques, etc. Les relations avec la France elles-mêmes sont plutôt caractérisées par une inflexion que par une rupture.

Ainsi du 16 au 20 juin 2025, une mission parlementaire sénégalaise s'est rendue en France, pour la première fois depuis

2013, à l'invitation du groupe d'amitié parlementaire Sénégal-France, pour rencontrer plusieurs députés français.

*« Nous avons une idéologie souverainiste, panafricaniste. Nous voulons certes une rupture profonde, audacieuse et ambitieuse avec la France. Mais pas une rupture brutale »,*

avait alors précisé Amadou Ba, haut-cadre du Pastef, le parti de la majorité présidentielle.

Le multilatéralisme est par ailleurs une priorité diplomatique du Sénégal depuis son indépendance. En plus des centaines de fonctionnaires internationaux de nationalité sénégalaise, plusieurs institutions multilatérales ont été dirigées par des Sénégalais, souvent avec des mandats marquants : Ahmadou Mahtar Mbow a dirigé l'Unesco entre 1974 et 1987, Jacques Diouf était le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) de 1994 à 2011, et l'ancien président de la république Abdou Diouf (1981-2000) a présidé l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) entre 2003 et 2015. Cet investissement dans le multilatéralisme n'a pas été perturbé par l'alternance politique survenue au Sénégal.

Présent à Séville lors de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement organisée par l'ONU, du 29 juin au 3 juillet 2025, le président Diomaye Faye a notamment réclamé, dans son discours, une meilleure intégration des États africains dans les institutions financières internationales.

Sur ce point, il poursuit la politique de son prédécesseur Macky Sall, qui avait tenu des propos similaires durant sa présidence de l'Union africaine (UA) de février 2022 à février 2023. Par ailleurs, Macky Sall avait contribué à faire progresser la question de l'adhésion de l'UA au G20.

Dans la pratique, la politique étrangère sénégalaise est reconnue depuis longtemps pour son attachement au dialogue. Le Sénégal est ainsi l'un des rares États à accueillir sur son sol une représentation de la Corée du Sud et de la République démocratique de Corée (Corée du Nord). Bien que membre

fondateur et régulièrement président du Comité de la Palestine à l'ONU, le Sénégal ménage aussi ses liens avec Israël.

De la même manière, les autorités sénégalaises évoluent sur une ligne de crête entre le Maroc, la Mauritanie et l'Algérie sur la question du Sahara occidental, en maintenant des relations avec tous les acteurs concernés. Un échec de cette politique du dialogue est la relation avec la Chine continentale et avec Taïwan : en 2005, le Sénégal finit par reconnaître la Chine continentale et rétablit des liens rompus depuis 1996 (l'ambassade du Sénégal en Chine avait été fermée en 1995). À cette date, le Sénégal avait décidé de reconnaître Taïwan, en échange d'une importante aide économique.

Cet héritage est complètement assumé par l'actuel président du Sénégal, qui met en scène un « partage des tâches » avec son premier ministre. Ainsi, quelques semaines après son élection en mars 2024, Bassirou Diomaye Faye s'est rendu en Gambie, en Guinée-Bissau et en Côte d'Ivoire, trois pays plutôt hostiles aux membres de l'AES. Au même moment, Ousmane Sonko opérait une tournée dans les États de l'AES et en Guinée, tous touchés par au moins un coup d'État et le renversement des régimes civils depuis le mois d'août 2020.

La tentative de médiation entre la Cédéao et l'AES n'a cependant pas fonctionné, et le Niger, le Mali et le Burkina Faso sont finalement sortis de la Cédéao en janvier 2025.

## **Une dynamique pérenne de diversification des partenariats**

Le Sénégal a souvent été présenté comme le « bon élève » de la Françafrique, à l'instar de la Côte d'Ivoire. En réalité, si les autorités sénégalaises sont longtemps restées dans le sillage des intérêts français sur le continent, la recherche d'alternatives est apparue dès l'indépendance, en 1960.

De 1960 à 1962, le président du Conseil, Mamadou Dia, représentait le Sénégal à l'étranger selon la Constitution du pays. Il rappelle dans ses Mémoires avoir alors constamment cherché à

diversifier les partenariats du Sénégal. Par ailleurs, à l'occasion de l'organisation du Festival mondial des arts nègres en 1966, le président de la république Léopold Sédar Senghor (1960-1980) a également entretenu une correspondance avec le président américain John Fitzgerald Kennedy, dans l'optique de s'émanciper de la tutelle de l'ancienne métropole coloniale. Lors de son arrivée au pouvoir en 2000, le premier président issu d'une alternance politique, Abdoulaye Wade (2000-2012), avait déjà accéléré l'intégration continentale avec l'élaboration du plan Omega, ancêtre de l'actuel Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Le président Wade aspirait également à un départ des troupes françaises du Sénégal : le camp militaire français de Bel Air, à Dakar, avait été rétrocédé au Sénégal sous sa présidence en 2010.

Parmi les diplomates sénégalais, l'idée de conserver ses amis et d'élargir le cercle de ses amitiés a fait son chemin. Sur le plan commercial, la Chine est devenue le premier partenaire du pays en 2024 et a pris la place de la France. Parmi les premiers exportateurs au Sénégal se trouvent également des acteurs comme l'Inde et la Turquie.

Ce n'est donc pas un hasard si les autorités sénégalaises ont annoncé leur souhait de rejoindre le groupe des BRICS+. Cette participation associerait les deux principes de la diversification des partenaires stratégiques et de l'attachement au multilatéralisme.

Jamais concerné par un coup d'État ou par une rupture de l'ordre constitutionnel, le Sénégal fait donc preuve d'une remarquable continuité dans les grandes orientations de sa politique étrangère depuis l'indépendance.

La rupture mise en avant par le nouveau régime, si elle est réelle dans plusieurs domaines de politique intérieure, prend plutôt la forme d'une inflexion en ce qui concerne la politique étrangère. Les relations avec la France, notamment, ne devraient pas être rompues, seulement banalisées parmi d'autres relations, après des décennies de domination impériale et post-impériale de Paris.